

à l'encanaillement

En fait de conscience nationale, politique et civique, nous n'avions que celle tournée vers l'étranger pour nous en distinguer ou le combattre ; tel un robot programmé pour une tâche unique, nous ne savions pas reconnaître un mal venant de nos rangs ; en la matière nous étions des nouveaux-nés, nous héritions d'un vide génétique, nous étions de «premiers hommes», les premiers Algériens indépendants depuis trois mille ans, aussi étrangers à une vie nationale que des hominidés débarquant aujourd'hui à Genève.

Le peuple algérien n'était pas encore une société et il ne l'est toujours pas, de même que la conscience citoyenne n'était pas encore formée et ne l'est toujours pas. Sinon nous n'aurions pas accepté le coup d'Etat de 1962, celui de 1965, la violation de la Constitution en 2008 pour un troisième mandat et le quatrième mandat qui a débouché, comme prévu et annoncé, sur un Etat malade, absent, aphone, impotent et indifférent aux dérives qui sont en train d'emporter le pays, pour ne pas dire qu'il en est l'auteur résolu pour on ne sait quelles sataniques raisons.

C'est trop deux tares, «colonisabilité» et «encanaillement», pour un seul peuple ? Bien sûr ! Mais pourquoi les avoir accumulées ? Pourquoi les perpétuer, pourquoi les mitonner chaque jour ? L'«encanaillement» est quelque chose de plus terrible, de plus horrible que la «colonisabilité» ; c'est une abdication totale devant le mal, un consentement à son propre avilissement. Nous vivons comme si tout allait de soi, comme si les jours se ressemblent invariablement et que le soleil luira éternellement aussi bien sur les bons que sur les méchants. Quelles nouvelles aventures autoriseront dans le futur ces exemples sans exemple dans l'histoire des nations ? Nous ne les connaissons pas, je ne peux pas dire ce qu'elles seront,

mais elles sont garanties, certaines.

Nous avons accepté ces viols, ces anomalies, comme on a accepté que le terrorisme soit combattu sur le terrain et toléré dans la vie sociale et médiatique. A son sujet aussi nous avons dit, avec la même insouciance, «une décennie noire ça suffit ! Nous sommes tous des frères, il

Ce que nous avons longtemps pris pour une vertu digne d'une grande nation civilisée, la sortie des Algériens en juillet 1962 pour scander «Sept ans ça suffit !», était en fait une funeste erreur. C'était une réaction affective, sentimentale, mais aussi une faute politique par laquelle nous avons entériné l'acte fondateur de notre «encanaillement» car les causes qui ont provoqué cette réaction étaient celles d'un coup d'Etat.

faut pardonner et oublier» et que, somme toute, «djabha chitan» ! Dans les trois cas nous avons oublié qu'il n'y a pas pire que les mauvais exemples pour détruire une nation et pas mieux que les fausses paix pour préparer les prochaines guerres, forcément plus féroces et plus coûteuses que les précédentes. L'Europe l'a expérimenté à son détriment avec la Première et la Seconde Guerres mondiales. J'ai commencé à parler de l'auteur espagnol dans les années 1970 car j'avais découvert entre lui et Bennabi des affinités qui m'avaient frappé. Leurs concepts signifient à peu près la même chose et résultent des conclusions tirées de l'observation de leurs sociétés respectives.

Ils sont les deux faces d'une même médaille, et cette médaille constitue la pierre de Rosette qui a permis à l'un et à l'autre de déchiffrer les causes des tragédies connues par leurs pays.

Si les deux penseurs ressuscitaient aujourd'hui, le plus malheureux des deux serait assurément Bennabi car l'Espagne a renoué avec le développement et la démocratie, tandis que l'Algérie s'enfonce dans la régression mentale, culturelle et politique, seules les effluves des hydrocarbures cachant sa nudité sur le plan écono-

après la Révolution de 1789 le premier Empire, et Napoléon le Petit qui a renversé la II^e République, née de la Révolution de 1848, pour lui substituer le II^e Empire. Celui-là a trompé même Victor Hugo qui s'est vengé de lui en l'affublant de ce sobriquet qui lui est resté : Napoléon le Petit. Les deux coups d'Etat ont été suivis de grandes catastrophes pour les Français dont les répliques comptent parmi les causes des deux guerres mondiales (perte de l'Alsace-Lorraine). Ce n'est qu'après la défaite de Sedan (septembre 1870) et la chute de Louis Napoléon Bonaparte que la République (la III^e) et la démocratie ont été définitivement instaurées en France.

Cette comparaison est cependant superficielle, de pure forme, car nous ne sommes pas la France. Nous n'avons ni son passé historique, ni ses traditions étatiques et sociales, ni ses penseurs et sa culture, ni ses universités et ses instituts de recherche, ni sa puissance économique et sa créativité technologique, ni son potentiel industriel et militaire, ni son environnement européen et son rayonnement mondial. Nous sommes orphelins de tout cela et devons tout reconstruire à partir de zéro pratiquement. Si l'occasion nous était donnée...

N. B.

Note : Une erreur de manipulation lors de la mise en page a privé les lecteurs de la citation qui servait d'entrée en matière à la contribution «L'art de détruire» parue la semaine dernière. La voici : «A force de tout voir, on finit par tout supporter ; à force de tout supporter, on finit par tout tolérer ; à force de tout tolérer, on finit par tout accepter ; à force de tout accepter, on finit par tout approuver.» (Saint Augustin l'Algérien, cité par Olivier Clerc in *Histoire de la grenouille qui ne savait pas qu'elle était cuite*, reçue sur ma boîte email).

PROCÈS KHALIFA

Les précisions de Abdelmadjid Attar

Dans des articles relatant l'audition de M. Aoun dans le cadre du procès Khalifa, il semble que celui-ci aurait déclaré avoir reçu des directives du holding dont j'ai assuré la direction entre juin 2000 et fin 2001, pour déposer les fonds de Saidal auprès de la Banque El-Khalifa (à moins que ses déclarations aient été quelque peu déformées ?).

Je suis sûr des précisions suivantes :

1- A mon arrivée à la tête du holding, le groupe Saidal à travers ses unités était déjà client de cette banque, et les comptes étaient déjà ouverts. Peut-être que M. Aoun a parlé d'une période et de directives précédant mon arrivée au holding puisqu'il a cité un directoire qui n'existait pas à mon époque ?

2- Il était de notoriété au holding que j'ai interdit le dépôt de ses fonds dans

cette banque en demandant au DAG du holding : «Expliquez-moi d'abord comment cette banque peut garantir un intérêt de 11 à 14% alors que les banques publiques qui sont plus solides n'accordent que 3 à 4% ?»

Je me souviens aussi avoir réuni avec les cadres du holding tous les directeurs financiers des entreprises publiques relevant du holding, et donné des instructions contre ce genre de dépôt à l'ensemble des EPE, avec des reproches spécifiques aux EPE dont deux avaient déjà fait des dépôts. Le directeur financier de Saidal (C.F. je crois ?) était présent, et la plupart des personnes concernées sont encore vivantes.

3- La directive mentionnée dans les CR de l'audition dans la presse ne men-

tionne pas, semble-t-il, le nom de Khalifa. Personne ne s'en souvient d'ailleurs, à moins qu'il ne s'agisse du CR de la réunion que je viens de citer parce que son objectif était plutôt l'inverse de ce qui est déclaré par M. Aoun, c'est-à-dire éviter les risques d'une banque jugée peu fiable, bien qu'à l'époque, il faut reconnaître que la Banque El-Khalifa était légalement opérationnelle.

4- Je n'ai jamais blâmé M. Aoun. Toujours est-il que je n'ai pas eu de compte bancaire, ni de carte de crédit ou autre, ni de véhicule, ou quoi que ce soit de la part de Khalifa, parce qu'une initiative pareille aurait dû me ramener à Blida en compagnie de M. Aoun. Je précise même que je suis à l'origine du rejet de prise en charge des fameuses stations de dessalement d'eau de mer à Alger

(2002), bien avant l'éclatement de l'affaire Khalifa, pour les mêmes raisons : ma défiance vis-à-vis du groupe et du projet.

5 - Enfin, je comprends, certes, que M. Aoun essaie de se défendre, c'est son droit, mais quand même pas à n'importe quel prix. Que vont penser tous les collègues du holding, de Saidal, de toutes les EPE, y compris au sein des ressources en eau, qui ont été épargnés grâce, justement, à mes orientations au sein du holding ? Ils sont toujours en vie et connaissent parfaitement ce qui se passait à l'époque. Aussi je m'abstendrai d'en rajouter pour le moment en laissant d'abord le soin à la justice de faire son travail.

Abdelmadjid Attar, ancien DGU du Holding HCPS (2000-2001)